



L'action syndicale sans frontières

En septembre dernier, le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), en collaboration avec la CSN, le CISO, la FTQ et la CSQ, organisait un colloque sur l'action syndicale internationale. Ce colloque visait à faire le point sur les différentes initiatives de solidarité mises en place par les syndicats. Si ce type d'action se bute à de multiples obstacles, il suscite aussi de nombreux espoirs. Perspectives CSN vous suggère un tour d'horizon des points de vue présentés par différents conférenciers.

Illustration : Reno

L'urgence de renforcer le syndicalisme

par Yvon Laprade

Des syndicalistes assassinés, des travailleuses et des travailleurs à qui on refuse le droit d'association... Faire du syndicalisme dans des pays hostiles comme le Mexique, la Colombie, le Guatemala, l'Inde et en Asie, c'est parfois au péril de sa propre vie. C'est mener un combat souvent inégal face à des patrons et à des gouvernements qui n'ont aucune considération pour leur main-d'œuvre sous-payée. Radiographie du syndicalisme international à travers le prisme de nos leaders syndicaux qui ont la passion et la vocation pour l'action syndicale outre frontière.

Jacques Létourneau, adjoint au comité exécutif à la CSN, est catégorique. Selon lui, les syndicats québécois ont un rôle crucial à jouer à l'international. Cela suppose qu'ils doivent « se bâtir une culture syndicale » et faire de ces interventions à l'étranger « la première priorité ».

« Il ne faut plus que le syndicalisme international soit le dernier point

à être abordé lors de nos instances. C'est tout un défi, mais il y a une prise de conscience à faire. Nous devons agir là où les besoins sont criants, sinon c'est le syndicalisme dans son ensemble qui risque de périr », soutient-il.

Urgence d'agir

Selon lui, il y a une nécessité et une urgence d'agir. « Nous devons revoir



Jacques Létourneau

Photos : Michel Groux

nos stratégies au sein de nos syndicats respectifs pour que notre travail sur le terrain soit plus efficace et qu'il permette aux travailleuses et aux travailleurs dans le monde d'améliorer leur sort », ajoute-t-il.

Pour débattre de ces enjeux, le professeur Gregor Murray, professeur à l'École de relations indus-

trielles à l'Université de Montréal, avait réuni des syndicalistes qui se sont démarqués au plan international. En plus de Jacques Létourneau, on y retrouvait Denise Gagnon, directrice du Service de la solidarité internationale à la FTQ ; Richard Langlois, responsable des relations internationales à la CSQ et Lucien Royer, directeur du Département international au CTC.

Unifier les forces syndicales

De toute évidence, ces responsables des questions internationales ont tous la même préoccupation. À leurs yeux, il faut travailler à « unifier les forces syndicales ».

« Il ne peut exister de syndicalisme international fort sans ancrage solide au plan national », fait valoir Jacques Létourneau.



Sa vision des choses est partagée par Richard Langlois : « Il serait bien de voir la fièvre d'unification s'emparer du mouvement syndical. Chose certaine, on ne peut plus se payer le luxe de demeurer divisés si on veut avancer. Nous devons aller là où les droits humains sont bafoués, là où on assassine les leaders syndicaux. C'est en faisant sentir notre présence qu'on peut montrer qu'il y a encore des yeux, les nôtres, qui sont témoins de ce qui se passe. Quand les gouvernements se sentent observés, ils sont plus prudents... »

Il ne fait pas de doute, dans l'esprit de Denise Gagnon, que les syndicats au Québec ne peuvent rester les bras croisés. « Nous nous sommes donné des syndicats forts chez nous et nous devons continuer à encourager nos militants à faire du travail à l'international. Nous sommes des organisations démocratiques et nous avons des outils pour aider ailleurs », a expliqué la militante qui rentre d'une mission au Burkina Fasso.



Gregor Murray

Mais la volonté de nos leaders syndicaux qui ont une vision de coopération internationale a ses limites, comme l'a fait remarquer le professeur Gregor Murray. « Nous devons savoir choisir nos batailles », a-t-il admis.

Le débat reste entier. Mais les pistes de solution, à en juger par la diversité des interventions, sont bien tracées.



Photo : Eugene Hoshiko, PC

Des défis et des enjeux

par Marilou Séguin

Pour défendre et faire avancer les droits des travailleurs dans un contexte de mondialisation, les syndicats doivent agir de façon solidaire sur la scène internationale tout en articulant leurs actions aux plans national et local.

« **P**arce que des syndicalistes sont congédiés, menacés, emprisonnés, voire assassinés, nous devons agir sans frontières, dit Michèle Asselin, coordonnatrice du Centre inter-



Michèle Asselin

national de solidarité ouvrière (CISO) et ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec. Maintenant, nous ne pouvons défendre les droits des travailleurs

et des travailleuses d'ici sans défendre les droits de ceux du monde entier. Les marchés, les économies et les États se sont mondialisés, nos solidarités plus que jamais doivent donc l'être aussi pour lutter contre les injustices, mais également pour protéger nos propres droits », ajoute-t-elle, se disant convaincue que la syndicalisation demeure la voie, ici comme partout dans le monde, pour défendre les droits des syndiqué-es et de l'ensemble de la population.

Lutte contre la répression

Dans un poignant témoignage, le leader syndical mexicain Napoleón Gómez, exilé en Colombie-Britannique, a raconté la lutte qu'il mène depuis quatre ans contre la répression syndicale dans son pays. « Au Mexique, pour le président, les syndicats sont des cancers dans la société qu'il faudrait éliminer. C'est inacceptable », lance l'homme membre du comité



Napoleón Gómez

exécutif de la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie et secrétaire général du SNTMMS au Mexique.

À la suite de l'explosion d'une mine de charbon en 2006, qui a fait 65 morts, M. Gómez a accusé la compagnie de meurtre corporatif et a demandé la démission du ministre du Travail. « Cinq jours après l'accident, la mine a été scellée. Ils ont abandonné les mineurs sous terre, dénonce-t-il, affirmant que la



► création de syndicats mondiaux est essentielle. Nous vivons une situation très difficile, mais avec la solidarité on continue de se battre. »

Nouveau visage et défis

La mondialisation a déjà donné lieu à une restructuration syndi-



Peter Bakvis

cale, indique Peter Bakvis, directeur du bureau de Washington de la Confédération syndicale internationale (CSI), créée en 2006 et qui compte aujourd'hui 176 millions de membres dans 151 pays.

Parmi les nouvelles caractéristiques, on note plus de syndicats dans les pays en voie de développement, une meilleure représentation des femmes et une présence dans des pays où le syndicalisme était autrefois fortement réprimé.

« L'action nationale et l'action internationale se rejoignent et se renforcent. Il est très clair que sans la participation active des syndicats au plan national, il est impossible de conclure et de faire respecter des ententes au plan international », dit M. Bakvis, mentionnant que plusieurs gains ont été obtenus grâce à des campagnes internationales comptant sur le soutien d'organisations nationales et d'ONG.

Malgré de nombreuses avancées, le mouvement syndical international a encore des faiblesses note cependant M. Bakvis. Sa présence est encore limitée dans certaines zones stratégiques comme la Chine.



D'abord concentrées sur la lutte dans le secteur du textile, les activités de la CQCAM visent depuis 2006 tous les ateliers de misère.

Photo : Achmad Ibrahim, PC

Forcer la responsabilisation

Devant un géant de la taille de Walmart – 1,9 million d'employé-es, plus de 6100 magasins dans le monde, 176 millions de clients chaque semaine, des ventes de 400 milliards de dollars et plus de 14 milliards de profits annuellement –, le chemin est long pour l'amener à respecter certaines normes de base, comme celles concernant le travail des enfants, les considérations environnementales les plus élémentaires et l'indemnisation des travailleurs en cas d'accidents de travail

par Jean-Philippe Pineault et Marilou Séguin

Difficile, mais pas impossible, répond Michèle Descolonges, sociologue et associée du Laboratoire Genre, Travail, Mobilités de l'Université Paris X – Nanterre. La spécialiste estime que l'une des voies de succès est les accords-cadres internationaux entre les multinationales et les organisations syndicales internationales.

Combat de titans

En raison de leurs tailles, les organisations syndicales mondiales peuvent peser dans la balance et parvenir à convaincre de gros joueurs comme Walmart d'adopter un certain code de conduite. « C'est possible de cette



Michèle Descolonges

Photos : Alain Chagnon

façon de faire jouer la responsabilité sociale des entreprises », affirme M^{me} Descolonges.

En plus de comporter des normes sur leurs conduites, les accords-cadres peuvent contenir des modalités de suivi afin de s'assurer de la mise en œuvre de l'entente. Selon Michèle

Descolonges, des entreprises sont disposées à signer de telles ententes parce qu'elles s'assurent ainsi de garder leur image de marque intacte. « Les compagnies sont intéressées parce qu'elles sortent rarement gagnantes d'une situation de crise où leur nom est sali », dit-elle.

De nombreux exemples d'accords-cadres qui ont donné de véritables bénéfices à des travailleurs, souvent issus de pays en voie de développement, sont légion. Notons à ce chapitre un accord-cadre avec le grand magasin Le Carrefour (magasin français apparenté à Walmart) qui a permis aux familles de travailleurs blessés lors d'un accident de production au Bangladesh d'être indemnisées.



Ici au Québec

Ici au Québec, la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) œuvre à l'amélioration des conditions des travailleurs et des travailleuses aux quatre coins du monde en ayant à l'œil les réseaux de production des firmes multinationales. D'abord concentrées sur la lutte dans le secteur du textile, les activités de la CQCAM visent depuis 2006 tous les ateliers de misère.

Il y a aussi le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), qui rassemble une trentaine d'organisations syndicales, d'ONG et de groupes étudiants, qui se spécialise dans la responsabilité sociale des organisations (RSO) et les politiques d'approvisionnement responsable (PAR). Ce type de politique adoptée par une organisation encadre tous les achats de produits et de services qui sont faits pour son compte. C'est plus large qu'un code de conduite.

De précieux outils

La participation aux campagnes dénonçant une situation inacceptable dans un réseau de production peut faire bouger les choses. « Il faut que les organisations arrêtent de seulement se préoccuper de la question environnementale et qu'elles se rendent compte que la dimension sociale fait partie intégrante du développement durable », précise Marie-Noëlle Roy du CQCAM.



Nathalie Guay

À compter de l'automne, un nouvel outil, la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociale des entreprises, aidera à mieux encadrer les activités des multinationales, dit Nathalie Guay, conseillère au Service des relations du travail de la CSN. Cette initiative volontaire n'offrira pas de certification, mais elle témoignera de la volonté de responsabilisation d'une organisation.



Dans plusieurs villes d'Italie, des travailleurs ont manifesté pour contrer la délocalisation de la production d'aluminium du géant américain Alcoa.

Photo : Alessandra Tarantino, PC

Créer des alliances face aux géants

par Jean-Philippe Pineault



Marie-Noëlle Roy

« Les syndicats locaux n'ont pas de réel pouvoir de négociation devant des multinationales. La seule chose que vous risquez d'être capable d'arracher de votre employeur dans un syndicat d'un supermarché, c'est la couleur de votre uniforme. »

Ces mots crus, c'est Ruben Cortina, président de UNI Americas, qui les a prononcés lors du collo-



Ruben Cortina

que. Pour le charismatique leader syndical qui représente des millions d'employé-es en Amérique du Sud, les grosses entreprises ne comprennent que les grosses organisations aussi importantes qu'elles.

« L'unité est quelque chose de politique. On se met ensemble pas pour être simplement ensemble, mais pour des raisons précises, pour des stratégies d'action. On ne peut

Photo : Michel Giroux



▷ se permettre d'être divisés face à des géants », a lancé M. Cortina.

Cet apôtre des organisations syndicales mondiales croit qu'au moment où les entreprises se regroupent, il est devenu pratiquement impossible d'avoir du leadership de manière régionale ou par secteurs. « Comment voulez-vous qu'un gérant de magasin, qui reçoit ses ordres d'un siège social situé dans un autre pays, négocie avec un syndicat d'employés sur place », demande le président de UNI Americas.

Un outil puissant

Selon le leader syndical, « les alliances intersyndicales permettent de réunir des syndicats dans des secteurs où ils sont normalement divisés », ajoutant que « si nous n'avons pas de stratégie globale d'intervention au plan national, nous ne réussirons pas à obtenir de gains importants ».

À son avis, les multinationales ne craignent pas, par exemple, un débrayage de travailleurs localisés dans une ou quelques succursales. Mais lorsque le mouvement prend des proportions nationales, les dirigeants d'entreprises deviennent beaucoup plus attentifs aux demandes syndicales, juge Ruben Cortina. « Les alliances globales sont un outil très puissant », termine-t-il.

Les actions de DSI

par Benoit Aubry

Développement solidaire international (DSI), cet outil collectif mis en place par la CSN pour la coopération technique avec les syndicats d'autres pays, poursuit efficacement son action. Cet organisme a pour but d'appuyer l'économie solidaire et la finance socialement responsable. C'est ce qu'a démontré le coordonnateur de DSI, Claude Dorion, à l'atelier « L'éducation syndicale comme levier d'action au niveau international ». M. Dorion est également directeur général d'un autre outil collectif de la CSN (il y en a huit), soit MCE Conseils.



Photo : Michel Giroux

Claude Dorion

Entre 2005 et 2008, la CSN et DSI ont contribué avec succès au développement des capacités et de la gouvernance des syndicats au Sénégal, au Mali et en République démocratique du Congo. Des salariées de la CSN ont réalisé des formations sur la gouvernance, dispensées à des groupes de 20 leaders syndicaux à la fois, portant notamment sur l'éducation des militantes et des militants syndicaux, les pratiques démocratiques participatives, les droits des femmes et le renforcement des capacités de la société civile. Des professionnelles de DSI ont pour leur part agi auprès des syndicats pour soutenir les tra-



Petite ferme familiale au Brésil qui obtient du microcrédit. On y produit des fruits et des légumes biologiques, dont les papayes.

vailleurs œuvrant dans l'économie populaire ou solidaire.

Microfinance au Brésil

Claude Dorion a d'autre part traité des outils de la microfinance mis en place au Brésil pour le développement local et la création d'emplois. Ce projet visait à promouvoir l'équité sociale en favorisant un meilleur accès au financement des coopératives de production, des entreprises autogérées et des micro-entreprises.

« Le gouvernement brésilien a trouvé nos projets si intéressants qu'il continue à les financer », a-t-il noté avec satisfaction.



Des stratégies de mobilisation

par Marilou Séguin

Sensibilisation des membres, création d'un dialogue Nord-Sud et maintien des coalitions élargies, autant de défis que pose l'action syndicale internationale selon des spécialistes de différents horizons.



Photos: Alain Chagnon

Rebecca Gumbrell-McCormick

Pour Rebecca Gumbrell-McCormick, professeure de gestion à l'Université Birkbeck de Londres, un des plus grands défis pour le mouvement international est de trouver comment intégrer les jeunes, les femmes, les migrants, les travailleuses et les travailleurs précaires et ceux de l'économie informelle. Aussi, alors que des milliers de nouveaux travailleurs entrent dans l'économie mondiale, plusieurs se trouvent toujours coincés dans des conditions de travail dignes du début du siècle dernier. « Souvent, ils ne sont pas syndiqués, et leurs droits sont bafoués », dit-elle.

Travail décent

Le concept de travail décent introduit à l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1999 est un précieux outil pour le mouvement syndical, souligne Cathy Feingold, directrice des affaires internationales à l'AFL-CIO. « Onze ans plus tard, c'est un



Cathy Feingold

outil toujours efficace qui a créé un langage commun, dit-elle. Il ne doit toutefois pas demeurer un beau principe. Nous devons nous l'approprier pour qu'il devienne significatif. »

Vivant en République dominicaine depuis trois ans, M^{me} Feingold a vu naître avec fierté le premier syndicat de travailleuses domestiques. « Ce qui semblait impossible a aujourd'hui permis de donner voix au chapitre à ces femmes. Ces gens veulent d'abord mettre du pain sur leur table, et il faut leur faire comprendre que le cadre de travail décent peut leur permettre d'y parvenir », dit-elle.

Le défi de la solidarité

Pour Peter Fairbrother, professeur en relations de travail international



Peter Fairbrother

à l'Université RMIT, en Australie, il est essentiel de créer une solidarité internationale sur les lieux de travail.

« Il y a un lien entre local et global. Les syndicats locaux doivent travailler avec les internationaux pour se renforcer. Cette solidarité est difficile à atteindre, mais on peut y arriver », dit-il. Par exemple, des syndicats peuvent allier leurs forces pour effectuer de la recherche et de l'éducation sur un problème auquel ils sont confrontés. Il est aussi capital de faire comprendre aux travailleurs du Nord l'importance d'être solidaires avec ceux du Sud, ce qui représente un grand défi pour le mouvement syndical.

« C'est seulement en intégrant dans notre action quotidienne la dimension plus globale, en comprenant dans chacun de nos gestes, de nos actions et de nos luttes l'importance que cela revêt sur le plan global et sur notre sort local qu'on pourra



André Leclerc

arriver à développer un rapport de force plus complet, commente André Leclerc, ancien conseiller de la FTQ. Il n'existe pas d'action syndicale internationale qui ne soit pas enracinée profondément dans les mobilisations et les actions locales, régionales et nationales », ajoute-t-il.



Chaque année, le 7 octobre, partout dans le monde des organisations syndicales soulignent la Journée mondiale pour le travail décent.

Rupture avec le passé

La tâche n'est pas simple pour le mouvement syndical international qui tente de développer une solidarité tout en étant loin de la base, mais pour M^{me} Gumbrell-McCormick, le projet est sur la bonne voie.

« La réunification du mouvement syndical international est une rupture avec le passé et un grand pas vers l'avant », dit-elle, soulignant l'importance du travail de représentation et d'éducation du mouvement.